

Pouvoir d'emprunt—Loi

Nous savons tous ce qui se passe lorsque le gouvernement emprunte beaucoup. Les taux d'intérêts augmentent, les investisseurs canadiens sont forcés d'aller emprunter à l'étranger, ce qui alourdit notre dette extérieure; la productivité fléchit et le chômage augmente. C'est arrivé tout récemment, monsieur le Président, et nous ne nous croiserons pas les bras en attendant que cela recommence.

Samedi dernier, le *Globe and Mail* a publié un article où l'on parle du fait que le Canada a désespérément besoin de capital actif. En conservant ses habitudes de dépenses, le gouvernement prive les entreprises d'une occasion de trouver l'argent nécessaire pour prendre de l'expansion et assurer un développement productif. Toute augmentation des taux d'intérêt compromettra une situation déjà grave pour les sociétés qui ont désespérément besoin de capitaux pour se développer.

Comme le gouvernement s'évertue à dépenser au-delà de ses moyens et à emprunter, les taux d'intérêt augmenteront, empêchant ainsi l'entreprise de se procurer les capitaux dont elle a besoin. Je parle en particulier des petits entrepreneurs et des agriculteurs. Nous savons tous que la petite entreprise et le secteur agricole sont les deux mamelles de la nation. Refuser à la petite entreprise l'argent dont elle a besoin, à des taux abordables, aura un effet marqué sur le chômage. Les agriculteurs seront contraints de renouveler leurs hypothèques pour couvrir leurs dépenses d'investissement et d'exploitation. Ils ne seront pas en mesure de rembourser ces hypothèques, car nous savons que les taux d'intérêt sont déjà très élevés et que l'on ne peut pas s'attendre à ce qu'ils ne montent pas. Nous refusons donc aux petits entrepreneurs et aux agriculteurs l'argent dont ils ont besoin pour être productifs.

Il y a un autre choix que le gouvernement a fait et qui a des effets négatifs: celui d'autoriser la Banque du Canada à imprimer de l'argent pour financer les besoins d'emprunt d'un gouvernement prodigue. C'est ainsi qu'elle a mis sur le marché 12 milliards de dollars au total depuis douze ans. Que se produirait-il si la Banque du Canada continue à imprimer des billets? Ce sera de nouveau l'inflation.

Au cours de la dernière récession, les Canadiens ont payé chèrement la mauvaise administration économique du gouvernement. Nous avons subi des taux élevés d'inflation parce que le gouvernement refuse d'assumer ses responsabilités d'ordre économique. S'il s'adresse encore une fois à la banque centrale, les Canadiens connaîtront une autre récession comme celle dont nous sommes censés être sortis.

Il reste un autre choix au gouvernement, monsieur le Président, et c'est vraiment l'unique solution pour éviter de mener notre économie à la faillite. De deux choses l'une. Le gouvernement doit enfin appliquer les mesures nécessaires en vue de réduire ses dépenses; il doit tâcher de diminuer sensiblement son déficit en décidant des dépenses qui sont inutiles ou superflues, et il doit avoir le courage de donner un ordre de priorité à ses dépenses, en supprimant celles qui n'ont d'autre effet que d'augmenter le déficit. Toutefois, si le gouvernement est incapable d'une démarche aussi essentielle et fondamentale, il doit alors laisser un nouveau gouvernement s'en charger.

Je partage l'opinion de mes collègues pour qui il serait irresponsable, pour ne pas dire plus, de la part de députés qui représentent les Canadiens d'adopter le projet de loi. Bref, il y a trop d'argent en jeu.

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, en ce moment, un peu partout au Canada, les agriculteurs, entourés de membres de leur famille, essaient de déterminer le montant de l'emprunt qu'il leur faudra solliciter auprès des établissements de crédit ou de la Société du crédit agricole afin d'acheter les graines pour les semences du printemps et les engrais nécessaires, et payer la note des réparations qu'il leur faudra faire effectuer à leurs machines agricoles. J'ai l'impression que partout au Canada aujourd'hui, nos concitoyens établissent leur budget et envisagent peut-être de s'adresser aux établissements de prêt.

Si je soulève la question, c'est que le prêteur sollicité n'accorde pas, mettons, \$25,000 avant d'avoir obtenu une réponse satisfaisante à une question très précise, à savoir à quoi servira au juste l'argent emprunté et à quoi il sera dépensé. Quelle pourrait être la réaction d'un directeur de banque à qui l'on demande un prêt de \$25,000 alors qu'on n'a besoin que de \$20,000? Que dirait-il de cela? Soit qu'il refuse carrément d'accorder le moindre sou, puisque l'emprunteur ne sachant pas ce qu'il fera de cet argent, on ne saurait se fier à lui pour qu'il le rembourse, car il néglige ses finances, soit qu'il réduise l'emprunt demandé à la somme dont l'emprunteur a vraiment besoin.

Je crois que nos réflexions doivent aller dans ce sens. Le gouvernement a demandé à la Chambre des communes l'autorisation d'emprunter 29.5 milliards. D'après nos calculs, la somme dont il a besoin d'ici aux prochaines élections se situe aux alentours de 16 milliards. Je déplore que l'on cherche à rouler ainsi les Canadiens par l'entremise de la Chambre des communes.

Les ministériels prennent aussitôt la mouche si nous osons leur demander, comme nous en avons le devoir, pourquoi ils ont besoin de cet argent. Le gouvernement a gonflé la somme dont ils ont besoin la faisant passer de 16 milliards à 29 milliards. Ils disent avoir besoin de 4 milliards comme poire pour la soif. Si je vais demander \$25,000 au directeur de ma banque en lui disant que j'ai seulement besoin de \$20,000 et que les \$5,000 restants me serviront de poire pour la soif, je me ferai jeter dehors. Le directeur de la banque ne sera pas d'accord pour qu'on m'octroie ce prêt. Ce n'est là qu'un petit exemple pour aider les citoyens à bien comprendre la situation.

Personnellement, je ne suis pas prêt à accorder au gouvernement une caisse noire de 4 milliards, surtout à l'approche des élections car il se servira de cet argent pour tenter d'acheter l'électorat comme nous l'avons si souvent vu le faire.

A quoi le gouvernement va-t-il consacrer cet argent? Au recyclage de la main-d'œuvre? Aux Forces armées ou au ministère de la Défense nationale? Vont-ils s'en servir pour encourager les jeunes chômeurs, qui sont les plus nombreux, à trouver un emploi? On compte toute une génération de jeunes qui quittent l'école, avec espoir, enthousiasme, pleins d'idées, mais nous ne faisons rien pour eux.

• (1720)

M. Dantzer: Ils ne peuvent même pas retourner à l'école.

M. Shields: Mon collègue dit qu'ils ne peuvent même pas parfaire leur éducation parce qu'on a réduit le montant destiné à l'enseignement postsecondaire.